

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 24 juillet 2025

Assassinat de Yaya Dillo au Tchad : son frère, franco-tchadien, interpelle le Président E. Macron pour obtenir une enquête internationale indépendante

Par l'intermédiaire du cabinet français Kimia Avocats, M. Ousmane Dillo, citoyen franco-tchadien et frère de l'opposant assassiné Yaya Dillo, a adressé ce jour une lettre ouverte au Président de la République française, Emmanuel Macron, afin de demander à la France **d'appeler publiquement à l'ouverture d'une enquête internationale indépendante** sous l'égide des Nations Unies.

Le 28 février 2024, Yaya Dillo, ancien ministre et président du Parti Socialiste sans Frontières (PSF), candidat déclaré à l'élection présidentielle et figure de proue de l'opposition tchadienne, a été abattu lors d'un assaut militaire mené contre le siège de son parti à N'Djamena. Des expertises médico-légales indépendantes évoquent un tir à bout portant, incompatible avec un échange de tirs, accréditant la thèse d'une exécution extrajudiciaire.

Malgré des engagements de façade pris en mars 2024 par les autorités tchadiennes, aucune procédure judiciaire crédible n'a été engagée à ce jour. Pire, le secrétaire général du PSF, M. Robert Gam, qui avait déposé plainte au Tchad, a été emprisonné arbitrairement plusieurs mois avant d'être relâché récemment. Il reste aujourd'hui sous menace constante. Le climat d'intimidation s'étend même à la France, où le représentant du PSF, M. Alifa Younous Mahamat vit sous une menace permanente.

Face à cette impasse judiciaire manifeste, M. Ousmane Dillo a saisi plusieurs rapporteurs spéciaux des Nations Unies (exécutions extrajudiciaires, disparitions forcées, liberté d'expression) et déposé plainte en France, certains éléments laissant à penser que des ressortissants français, binationaux franco-tchadiens, pourraient avoir été impliqués dans les faits.

Le 4 avril 2025, en réponse à une question parlementaire posée par le député Aurélien Taché, le ministre de l'Europe et des Affaires étrangères avait rappelé que la France suivait la situation « *avec la plus grande attention* » et appelait à faire toute la lumière. M. Dillo demande que cet engagement se traduise désormais par un soutien politique explicite.

Contact presse : Kimia Avocats AARPI

 pmasquart@kimia-avocats.com

 +33 (0)6 85 19 00 73

 www.kimia-avocats.com